

Recommandations Politiques

TROUVER LE JUSTE ÉQUILIBRE ENTRE LES DROITS DE L'HOMME ET LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

L'Opportunité

La liberté d'expression et le respect de la vie privée sont des droits de l'Homme internationalement reconnus qui sont essentiels dans un état de droit. Ils constituent des prédicats indispensables à la dignité personnelle et au développement du potentiel humain. De nos jours, les réseaux sociaux, les applications mobiles et autres services Cloud, rendent possible l'accès aux informations, ainsi que leur création et diffusion de nouvelles manières. Les sociétés en sortent gagnantes sous bien des formes, telles qu'une citoyenneté plus informée et engagée, un développement des opportunités économiques et des communautés plus connectées.

Le Défi

Toute technologie peut être utilisée à mauvais escient. Les services dans le Cloud peuvent être détournés pour diffuser du contenu illégal ou injurieux, qu'il s'agisse de photos, de vidéos, de fichiers audio ou de texte. Cela génère de nouveaux problèmes pour les gouvernements et les citoyens qui souhaitent protéger la liberté d'expression et le droit à recevoir et communiquer des informations tout en préservant la sécurité publique. Alors qu'ils tendent à trouver le juste équilibre, en ces temps de terrorisme et de nouvelles formes d'extrémisme, il est important que les gouvernements reconnaissent que la sécurité publique et la liberté d'expression sont des valeurs complémentaires qui se renforcent bien souvent

Recommandations Politiques

Pour servir au mieux leurs citoyens, les gouvernements devraient utiliser des processus démocratiques en vue d'adopter des lois et réglementations claires interprétées sous l'égide de la règle de droit. Cela leur permettrait de préserver la liberté d'expression, de protéger la sécurité publique et de promouvoir la confiance envers l'État, tout en créant les conditions qui

permettent de profiter des avantages offerts par la technologie à la société et à l'économie. Plus particulièrement, les gouvernements devraient tenir compte des principes suivants:

Respecter la règle de droit. Pour réguler le contenu en ligne, les gouvernements devraient respecter pleinement l'esprit du droit. Cela implique d'adopter des règles claires codifiées sous forme de statuts et de réglementations, mais aussi d'agir ouvertement et en toute transparence afin que le public comprenne les lois et leur application. Enfin, cela implique que les décisions d'application individuelles soient soumises à une approbation et un examen judiciaires ou indépendants, tout en permettant aux entreprises et individus concernés de faire appel des décisions prises à leur encontre..

Protéger la liberté d'expression et l'accès à l'information. Les gouvernements ont un rôle fondamental à jouer dans la protection de la sécurité publique et en sont d'ailleurs responsables. Cela nécessite parfois d'accéder à des informations numériques ou de supprimer du contenu en ligne. Toutefois, la liberté d'expression ne doit pas être restreinte par les gouvernements, à l'exception de rares circonstances clairement définies reposant sur les lois reconnues internationalement. Lorsque des restrictions sont nécessaires, elles devraient être cohérentes avec les normes applicables aux droits internationaux de l'Homme et avec le principe du droit. De plus, elles devraient être proportionnées en fonction du but recherché. Les gouvernements devraient s'assurer que les lois qui régissent le contenu en ligne n'empêchent pas les personnes d'échanger leurs idées, même si celles-ci sont impopulaires.

Respecter le droit à la vie privée en ligne. Les gouvernements savent depuis longtemps comment équilibrer les intérêts entre les autorisations responsables et proportionnées octroyées pour la sécurité nationale et la surveillance des citoyens par

les forces de l'ordre. Ce même équilibre doit se retrouver dans les lois, les réglementations et les pratiques relatives à la surveillance en ligne. Les gouvernements devraient adopter, publier et appliquer de manière transparente les règles qui régiront la surveillance des activités en ligne. Dans le cas contraire, le résultat clairement prévisible sera de reporter les activités vers des modes de communication alternatifs, sans avantage supplémentaire pour la sécurité publique, le développement humain ou la prospérité économique.

Adopter une approche de principe de la régulation du contenu en ligne. Dans les situations où les gouvernements exigent des sociétés technologiques qu'elles suppriment du contenu en ligne, ils devraient agir avec transparence et dans le respect de la législation qui définit clairement ce qu'est un contenu illégal et les types de services devant être supprimés. La législation doit imposer une approche de type « injonction-retrait » pour la suppression, plutôt que d'exiger une surveillance proactive par les entreprises technologiques. Les injonctions de suppression de contenu devraient être spécifiques, personnalisées et suffisamment détaillées pour permettre aux entreprises d'identifier précisément le contenu à retirer. Toutes les injonctions de suppression de contenu devraient être soumises à un examen judiciaire et garantir une possibilité d'appel. Enfin, les fournisseurs d'accès à Internet devraient pouvoir informer le public des demandes de suppression qu'ils reçoivent.

Respecter la souveraineté nationale grâce à la coopération internationale. Given compte tenu de la nature mondiale d'Internet, les demandes de suppression de contenu ou de divulgation de preuves numériques concerneront souvent des citoyens étrangers et plusieurs pays. Si les pays agissent unilatéralement sans se soucier des intérêts souverainistes

légitimes des nations, la sécurité publique et l'exercice des droits fondamentaux s'en trouveront affaiblis. Les gouvernements devraient se concentrer sur le renforcement de la coopération internationale et l'adhésion aux normes internationales. Dans les pays où les règles existantes de coopération transfrontalière sont obsolètes ou trop lourdes à appliquer, les gouvernements devraient les réviser afin de les adapter à la technologie actuelle et de résoudre de nouvelles problématiques..

Non-ingérence avec les entreprises technologiques. Les services en ligne permettant aux utilisateurs de publier du contenu comprennent des conditions d'utilisation conçues pour répondre aux intérêts commerciaux légitimes du fournisseur de services, notamment la protection de sa marque et la garantie d'une expérience conforme à la nature du service et adaptée aux communautés concernées. De nombreuses entreprises disposent également de procédures permettant aux utilisateurs et autres intéressés de signaler tout contenu en infraction avec les conditions d'utilisation, ainsi que de procédures d'examen et de suppression du contenu si nécessaire. Les gouvernements ne devraient pas faire pression sur les entreprises afin qu'elles modifient leurs conditions d'utilisation, ni interférer dans la manière dont elles les appliquent..